

# Espagne, la Marche noire

mercredi 25 juillet 2012, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juillet 2012).

Après plus de 400 km parcourus depuis les Asturies, l'Aragon et le nord de la Castille-et-Léon, la troisième « marche noire » des mineurs est arrivée à Madrid mercredi 11 juillet, accueillie par des milliers de travailleurEs aux cris de « *vive la lutte de la classe ouvrière* ». Les manifestations qui se sont déroulées dans la capitale pendant deux jours ont mobilisé 500 bus en provenance des régions minières du nord, et d'autres encore depuis tout le territoire de l'État espagnol.

En conflit depuis plusieurs semaines, les mineurs luttent pour la sauvegarde de leur emploi. Alors que la fermeture des mines était prévue pour 2018 et que le secteur bénéficiait de 300 millions d'euros d'aides de la part de l'Union européenne, le gouvernement de Rajoy a récemment décidé de limiter ces aides à 110 millions d'euros, tout en conservant le reste dans le budget de l'État. Ce retrait soudain signifie, en réalité, la fermeture imminente des mines : 8 000 emplois directs sont menacés, et 20 à 30 000 emplois indirects. Cette attaque brutale contre des milliers de travailleurEs et leurs familles montre une fois de plus que la classe capitaliste se moque du sort des régions minières, trop occupée à se sauver elle-même : après le sauvetage de Bankia (23,5 milliards), le gouvernement vient tout juste d'octroyer une subvention de 290 millions d'euros aux grandes entreprises qui spéculent sur la construction d'autoroutes privées... De l'argent, il y en a ! Trois jours de ce que l'État espagnol rembourse comme intérêts de la dette, c'est un an de subventions pour le maintien de l'emploi minier... ou pour entreprendre une véritable reconversion du secteur vers la production d'autres énergies non polluantes.

En s'attaquant aux mineurs, Rajoy s'attaque à un symbole. Si la réaction du secteur minier a été immédiate (grève des mineurs depuis deux mois, occupation de puits, élargissement de la mobilisation à d'autres secteurs, avec une journée de grève générale dans les régions minières particulièrement suivie), c'est que les Asturies ont une tradition de lutte bien ancrée, résultat de la nécessaire solidarité qui se crée au fond de la mine, et du travail de militants ouvriers. Depuis les années 1930, les luttes des mineurs de charbon ont été à l'avant-garde des luttes dans le reste de l'État espagnol. La révolution des Asturies d'octobre 1934, dernière révolution sociale d'Europe occidentale, a supposé la mise en place d'une véritable commune ouvrière socialiste pendant plusieurs semaines, avant d'être brutalement réprimée par le gouvernement fasciste. La « grève du silence » de 1962, pour une augmentation des salaires et contre la dictature franquiste, a constitué la première mobilisation ouvrière après la guerre civile, et est devenue un exemple de résistance pour l'ensemble des travailleurEs. Après le rétablissement de la démocratie, la lutte n'a pas faibli, face aux diverses politiques de « restructuration » du secteur : 1987, contre la décision du gouvernement socialiste de González de fermer une grande partie des puits, 1992 et 2010 avec les deux premières « marches noires ».

## Unifier les luttes

Aujourd'hui comme par le passé, la mobilisation des mineurs est un exemple de lutte et de solidarité. Mais pour obtenir la nationalisation du secteur énergétique sous contrôle des travailleurEs et de la population, et pour en finir avec ce système capitaliste, il faudra unifier plus largement les diverses luttes autour de revendications concrètes, et les intensifier. Lors des manifestations en soutien aux mineurs organisées à Madrid, les slogans faisaient le lien entre la lutte pour la conservation de l'emploi minier, la défense des services publics et le refus de payer la dette. Un premier pas, qu'il

faudra concrétiser face aux nouvelles attaques contre les travailleurEs de la part du gouvernement et des patrons : au moment même où les mineurs étaient accueillis à Madrid, Rajoy annonçait devant le Parlement de nouvelles coupures budgétaires pour les collectivités locales qui laissent entrevoir de nombreux licenciements, des restrictions salariales dans le secteur public (suppression du 13<sup>e</sup> mois pendant quatre ans, augmentation du temps de travail), de nouvelles suppressions du droit au chômage (baisse des allocations à partir du 6<sup>e</sup> mois) et l'augmentation de la TVA.

L'intensification de la lutte de classes dans le contexte actuel de crise profonde du système capitaliste doit nous amener à développer la solidarité internationale. À l'échelle européenne, les politiques d'austérité imposées par la bourgeoisie ont un même objectif : faire payer la crise aux peuples et aux travailleurEs. Face à cela, la riposte doit passer par la construction de réseaux de solidarité par secteurs ou par groupes, avec pour objectif la coordination des luttes. Il est temps de démontrer notre soutien aux mineurs en lutte !

---

**P.-S.**

\* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 158 (19/07/12).